

Résultats de la 29^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP) à Genève, Suisse, 13-15 Décembre 2011

Résumé:

L'objectif principal de la 29^{ème} réunion du Conseil de l'ONUSIDA : 1. Viabilité financière de la riposte au VIH ; 2. VIH et environnements juridiques ; 3. Comment l'ONUSIDA a pris en compte les recommandations émanant de la Deuxième Evaluation Indépendante (DEI), relative au travail de l'ONUSIDA entre 2004 et 2009.

1. Suite à l'annulation de la Série 11 durant la réunion du Conseil d'Administration du Fonds Mondial (FM) fin novembre 2011, précédant la réunion du conseil d'administration de l'ONUSIDA, les considérations relatives au financement ont été au centre des pré-réunions de la délégation des ONG avec les Etats Membres et les interventions sur le terrain. Les Etats membres donateurs sont restés attachés à leur message de soutenir fortement la nouvelle stratégie du FM confirmant que le Fonds n'est pas en situation de difficulté financière et qu'aucun des programmes existant ne sera interrompu. La délégation des ONG s'est concentré sur le cadre d'investissement et le financement du Fonds Mondial pour réintégrer la série 11 dans les interventions tout en explorant davantage le [Mécanisme Transitoire de Financement](#) mis en place pour soutenir les subventions en cours jusqu'en 2014. Michel Sidibé a appelé pour un Fonds Mondial plus fort. Nombreuses préoccupations concernant le [Cadre d'Investissement](#), avec la délégation des ONG et les Etats Membres ont été soulevées notamment sur le besoin d'outils de consultation et de dialogue. Le conseil a approuvé une décision demandant à l'ONUSIDA « de lancer dès que possible un processus de consultations inclusives pour considérer les approches d'un investissement stratégique, le nouveau cadre d'investissement pour la riposte mondiale au VIH », et faire un rapport sur l'avancement lors des deux prochaines réunions du Conseil (prévues en juin et en décembre 2012).

2. la préparation de la réunion a été dominée par la thématique du VIH et l'environnement juridique, introduite dans le [rapport annuel des ONG](#) le premier jour de la réunion et discutée en détail durant les sessions thématiques du dernier jour. Plusieurs Etats membres ont exprimé leurs préoccupations concernant la force des points de décisions soulevés par la Délégation des ONG avant la tenue de la réunion. Ils ont appelé les états à travailler pour abroger les lois criminalisant l'exposition, la non divulgation et la transmission du VIH, ainsi que l'homosexualité, le travail du sexe et l'usage de drogues. Ils ont également appelé à garantir les droits de la santé reproductive et sexuelle, y compris l'avortement médicalisé. Certains états membres ont exprimé à la délégation des ONG leur préoccupation concernant le rejet de certaines décisions relatives notamment à l'avortement, la décriminalisation du travail du sexe, et de l'usage de drogues, par conséquent le rejet du rapport. Dans une stratégie négociée, la Délégation des ONG a retiré toutes les décisions et présenté son rapport intégral avec des [recommandations](#) intégrant les points de décisions, gagnant ainsi le soutien de la majorité des états membres du Conseil. La Délégation des ONG aura l'opportunité, dans le cadre du suivi des segments thématiques sur le VIH et la loi, de réintégrer et plaider pour les décisions lors de la réunion de juin 2012.

Le ton politique de la discussion concernant les droits humains, suite à la [présentation du rapport des ONG](#), continue à semer la discorde. Contrairement à la dernière réunion du Conseil où les états membres africains étaient divisés dans les opinions et les approches, l'Egypte a semblé mener un

bloc solide d'états membres africains. [La vidéo d'ouverture](#) présentée par la Délégation des ONG et les déclarations de soutien au début de la discussion concernant le rapport des ONG a sans doute encouragé des réponses plus neutres de la part des états membres africains, qui contrairement aux attentes n'ont pas rejeté purement et simplement le rapport des ONG.

3. le Conseil a entendu le rapport final de la [deuxième évaluation indépendante](#) de l'ONUSIDA. Le Conseil a accepté que la majorité des recommandations ont été mises en œuvre, mais la Délégation des ONG a demandé plus de travail dans les domaines suivants: [stratégie de soutien technique](#); [développement et inclusion d'indicateurs](#) relatifs à l'engagement de la société civile, les questions de genre dans le nouveau budget ONUSIDA et l'outil de surveillance; [document d'orientation](#) pour le partenariat avec la société civile. Le Conseil a demandé des rapports d'avancement sur les indicateurs et la stratégie de soutien technique pour la prochaine réunion.

La Délégation des ONG a travaillé avec le secrétariat de l'ONUSIDA pour développer un moyen pertinent et mesurable pour évaluer le fonctionnement du Programme Commun, à travers tous les Coparrainants et les Secrétariats, avec la société civile. La Délégation des ONG a noté l'avancement de ce travail mais a insisté sur le besoin de développer davantage d'indicateurs à même de mesurer le cadre du budget et la responsabilité de l'ONUSIDA.

La Délégation des ONG a travaillé en partenariat avec la Coopérative iMAXI et des experts des médias sociaux parmi un éventail d'organisations de la société civile pour apporter plus de transparence à la prise de décision du Conseil de l'ONUSIDA et le travail de la Délégation elle-même. Un réseau de la société civile à travers Facebook, [Twitter](#), et des blogs ont aidé à faire revivre l'expérience de la société civile, non seulement dans la salle de réunion du Conseil mais également en interaction avec des intervenants à travers [les plateformes des médias sociaux](#). Ce partage d'informations en temps réel a permis une participation plus large. Merci à tous ceux qui ont participé virtuellement, notamment Raheem Janmohammad, membre d'INPUD (Réseau international des personnes usagers de drogues) et du Groupe Afghan d'usagers de Drogues en Afghanistan.

La participation des observateurs de la société civile à cette réunion a été essentielle et leur soutien exceptionnel. La Délégation des ONG souhaite vous féliciter et vous remercier pour vos excellentes interventions et la force insufflée à la salle par votre présence. Toutes les interventions sont disponibles sur notre site internet. C'est votre attitude et votre soutien sur le terrain qui ont rendu cette réunion possible. La participation accrue des Observateurs aux réunions du Conseil renforce le travail et la responsabilité des Délégués des ONG.

MERCI aux Observateurs de la société civile qui soutiennent la Délégation des ONG!

Les points de l'Ordre du jour:

Rapport du Directeur Exécutif: [Objectif Zéro: Façonnons notre destin](#)

Le rapport du Directeur Exécutif (DE) a souligné l'avancement positif accompli dans les pays concernant des droits humains et le VIH dans les politiques internes et externes. Cependant, il a été au final submergé par l'intérêt sur la diminution des financements dédiés au VIH et le besoin de trouver des moyens de financement alternatifs comme la taxe sur les transactions financières, les partenariats privés, et les investissements nationaux dans le domaine du VIH. L'ONUSIDA s'est engagé dans un nouveau cadre d'investissement pour déterminer l'impact et augmenter le soutien au pays où l'impact est le plus élevé. Le DE a également annoncé des changements majeurs au sein de l'ONUSIDA dans leur tentative de réduire les dépenses de 20 à 25% au cours du prochain exercice biennal. Suite aux résultats de l'étude fonctionnelle, l'ONUSIDA réduira considérablement les ressources humaines au sein du Secrétariat à Genève pour renforcer les ressources dans les pays et régions.

En réponse au rapport au DE, la Délégation des ONG a [exprimé une déception](#) de voir qu'à peine six mois après les engagements et les objectifs fixés dans la [Déclaration politique 2011](#), la riposte mondiale au SIDA se trouve dans un environnement d'incertitude financière, suite à la décision du Conseil d'administration du Fonds Mondial d'annuler la prochaine série de financement et d'exclure plusieurs pays bénéficiaires du [Mécanisme Transitoire de financement](#). La Délégation des ONG a souligné l'importance d'explorer des mécanismes de financement innovants tel que la Taxe sur les Transactions financières, et d'approfondir le cadre d'investissement mentionné dans le rapport du DE et autres documents du Conseil.

La Délégation des ONG a également appelé l'ONUSIDA à jouer un rôle leader plus fort avec les donateurs mondiaux et a soutenu l'appel du Royaume Uni, la Chine, les Etats-Unis et d'autres Etats Membres levé aux pays donateurs d'honorer leurs engagements pour financer le Fonds Mondial, superviser l'assistance au développement et l'accès universel à la prévention contre le VIH, ainsi que l'accès au traitement, soin et soutien. Ils ont notamment appelé le Secrétariat de l'ONUSIDA à soutenir les efforts de collecte de 2 milliards de dollars supplémentaires pour le Fonds Mondial, en convoquant par exemple une réunion urgente de donateurs avant la conférence Internationale sur le SIDA en 2012. Ils ont également soutenu une stratégie parallèle comme indiqué par la Suède, la Pologne et le Canada, pour sensibiliser les pays au processus de réduction du Fonds Mondial, le Mécanisme Transformationnel de financement ou encore le besoin d'élaborer de nouvelles stratégies suite à la perte de la série 11.

La Délégation des ONG [a commenté](#) l'utilisation des médias sociaux par l'ONUSIDA pour son engagement avec les jeunes dans le cadre de l'initiative de [CrowdOutAIDS](#). Mais ils ont toutefois attiré l'attention sur le fait que les consultations en ligne ne peuvent en aucun cas remplacer un engagement programmé pour s'assurer que les besoins de la population clé des jeunes touchés soient reflétés dans la stratégie de leadership de la nouvelle génération qui doit être développée.

Pour plus d'informations sur le cadre d'investissement, visiter les liens de [l'article du Lancet](#) et [slideshow](#).

[Rapport des représentants des ONG](#)

La Délégation des ONG a présenté son rapport annuel, avec pour objectif stratégique le VIH et la loi. Les résultats clés du rapport :

- La stigmatisation relative au VIH crée un environnement de lois punitives plutôt que protectives.
- Les politiques et lois punitives minent la riposte au VIH en décourageant à la fois l'accès aux services VIH et leurs utilisation
- Les protections juridiques sont insuffisantes ou non appliquées ; l'expérience de l'application de la loi est négative
- Les individus ignorent leurs droits

Ceci a abouti un nombre de recommandations :

- Soutenir des campagnes éducatives sur le VIH et la non-stigmatisation pour augmenter et appliquer les lois protectives
- S'opposer et abroger les lois criminalisant la non-divulgarion, l'exposition ou la transmission du VIH, l'homosexualité, les variances du genre, le travail du sexe et l'usage de drogue, et qui violent les droits de la santé reproductive et sexuelle.
- Améliorer les lois protectives, leur connaissance et les droits humains au sein du système juridique
- Soutenir et promouvoir les programmes pour connaître les droits/lois et accès à la justice

La Délégation a ouvert son rapport par [une présentation vidéo](#) d'histoires et de perspectives d'individus et organisations dans le monde rappelant les recommandations. Après des commentaires de soutien émanant de la majorité des Etats Membres, certains Observateurs de la société civile [on fait quelques interventions](#) soutenant le rapport sur le terrain. Les Etats Membres tels que l'Egypte, la Zambie et le Zimbabwe ont soulevé des questions sur la méthodologie du rapport et le rôle de la société civile au sein du Conseil mettant en avant les questions de fond relatives à la prise de décision. Le Conseil a pris note du rapport. La Délégation a ainsi posé les jalons pour le suivi des discussions et des décisions potentielles, émanant du segment thématique sur le VIH et la loi prévu le dernier jour de la réunion.

[Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée Générale de l'ONU sur le SIDA 2011](#)

Le secrétariat de l'ONUSIDA a présenté un [rapport](#) sur le suivi de la réunion de haut niveau, notant le rôle du leadership de l'ONUSIDA et la nécessité de moyens de financement innovants et de synergies entre la Déclaration Politique de haut niveau et la stratégie ONUSIDA. La Délégation des ONG a accueilli le rapport et l'inclusion des populations clés dans la Déclaration Politique de 2011, mais a [noté avec intérêt](#) l'exclusion des personnes transgenres. Les délégués ont rappelé le Conseil d'administration que « personne ne peut être oublié si nous devons réaliser les trois zéros en 2015 ». La Délégation a [appelé](#) à fournir un investissement continu et accru dans le domaine de la recherche et le développement de nouvelles options de prévention y compris les vaccins VIH, préservatifs féminins entre autres. Des préoccupations ont été exprimées concernant le rapport qui met l'accent sur les pays à moyen revenus comme donateurs potentiels en oubliant de souligner l'importance du rôle des pays donateurs afin de les pousser à honorer leurs engagements, y compris celui de fournir une aide internationale aux fonds pour le développement.

La Délégation est également [intervenue](#) sur la flexibilité des Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC). La Délégation a déclaré que l'ONUSIDA peut jouer différents rôles dans ce domaine : protéger l'accès aux médicaments et le droit à la santé par la promotion des lois anti-concurrence ; générer des évaluations basées sur les preuves des accords de commerce; utiliser son influence pour promouvoir l'adoption d'environnements réglementaires facilitant la coopération Sud-Sud et le transfert de technologie ; aider les gouvernements à développer la capacité à mettre en place des politiques de propriété intellectuelle sensible à la santé publique jouissant pleinement des flexibilités des ADPIC.

La Délégation a [accueilli](#) explicitement l'élimination des inégalités genre et la violence basée sur le genre dans la Déclaration Politique, avec un élan spécifique pour le renforcement des capacités des femmes et des filles à mettre en place de nouvelles approches pour accélérer la réalisation de l'égalité des sexes et les Objectifs de Développement du Millénaire 3, 5 et 6. Un bouquet d'interventions relatif au VIH, la santé sexuelle et reproductive et les droits, devra être développé et lancé en 2012, comme contribution positive pour protéger les femmes du VIH.

Ils ont également [noté](#) que la mention répétée du cadre d'investissement dans le rapport, tout en soutenant les principes à sa fondation (à savoir les ressources ciblées pour les populations clés, le soutien des interventions fondées sur les preuves, la concentration sur les facilitateurs importants y compris les déterminants sociaux du VIH), nécessite d'être affinée.

La Délégation a [souligné](#) la nécessité de mettre en place des indicateurs qualitatifs dans les rapports d'avancements nationaux et internationaux et a encouragé l'ONUSIDA à renforcer les consultations régionales relatives à l'accès universel en 2014 dans le but d'aider à galvaniser l'élan politique pour les ODM 2016, revoir et évaluer l'avancement en vue de la réalisation de ces objectifs. Certains gouvernements ont exprimé leurs inquiétudes concernant le manque de moyens pour organiser des réunions régionales. La Délégation des ONG continuera à soulever cette question.

[Rapport de situation du Plan Mondial en faveur de l'élimination des nouvelles infections au VIH parmi les enfants avant 2015, et du maintien en vie de leurs mères](#)

La Délégation des ONG a [accueilli le rapport de situation](#) et a incité le Conseil d'administration à financer et accélérer la mise en place du Plan Mondial dans le but de commencer les activités au niveau des pays en 2012 pour éliminer la transmission verticale au VIH d'ici à 2015.

Tout en reconnaissant l'engagement pour garantir l'implication de la communauté, la Délégation a [noté](#) que beaucoup de personnes ne sont toujours pas conscientes du Plan Mondial ou ont une compréhension limitée de ses objectifs. Certaines femmes vivants avec le VIH qui participent au groupes de travail technique ressentent que leur présence était simplement symbolique.

La Délégation des ONG encourage l'ONUSIDA à démontrer le financement du Plan Mondial suite à l'annulation de la série 11 et d'intégrer les ressources financières pour soutenir le renforcement des capacités des communautés, particulièrement les communautés des personnes vivant avec le VIH, pour permettre une participation pleine et efficace à tous les niveaux de la planification et de la mise en œuvre du Plan Mondial. La Délégation des ONG a également suggéré que le terme PTME (Prévenir la Transmission Mère Enfant) soit toujours remplacé par « transmission verticale ».

[Deuxième évaluation indépendante de l'ONUSIDA](#)

L'ONUSIDA a également [présenté](#) le travail remarquable résultant de la dernière évaluation de l'ONUSIDA. Le travail des Coparrainants et coordinateurs mondiaux, a été modifié dans son modus operandi pour assurer la responsabilité entre les décisions du CCP et les organisations ainsi que les résultats du cadre de travail des Coparrainants. D'autres domaines d'actions remarquables ont été noté tels que : la stratégie de partenariat avec la société civile (actuellement en cours comme une note d'orientation) ; l'accomplissement de la stratégie de soutien technique ; le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) ; et le renforcement des capacités des droits humains et du genre social au niveau des pays.

La Délégation des ONG [a noté](#) avec appréciation les efforts fournis pour intégrer les indicateurs fondés sur des rapports plus explicites par le Secrétariat et les Coparrainants sur le ressourcement et l'engagement de la société civile au sein de l'UBRAF. Ils ont également noté l'engagement du secrétariat à travailler avec la société civile pour assurer que les indicateurs adéquats sont développés.

La Délégation [a encouragé](#) l'ONUSIDA à considérer le besoin de personnel qualifié dans le domaine du genre social et les droits humains dans les changements de personnel, notamment aux niveaux régional et national. De plus, l'évaluation a reconnu le manque de consensus au sein de l'ONUSIDA sur les questions controversées relatives aux droits humains ; la Délégation a incité l'ONUSIDA, à travers la mise en place d'un nouveau plan stratégique, à plus de pertinence concernant les droits humains des personnes vivants avec le VIH, des populations clés à haut risque, des femmes et autres communautés touchées par le VIH et le SIDA.

La Délégation [a accueilli](#) le développement de la consultation pour les partenariats avec la société civile et attend cette mise en place dans le contexte de la stratégie ONUSIDA 2011-2015, soutenu par UBRAF ainsi que d'autres documents clés de l'ONUSIDA en relation à la programmation et la budgétisation. Ceci permettra à ONUSIDA de satisfaire la décision initiale de travailler avec la société civile de façon cohérente et mesurable. De plus, la Délégation des ONG a accueilli l'opportunité pour un engagement continu sur la mise en place et l'étude de cette orientation.

La Délégation a également [exprimé l'appréciation](#) du rapport de l'association du personnel et a encouragé le secrétariat à poursuivre une communication ouverte et transparente durant la transformation de l'organisation. Ceci garantira un personnel ONUSIDA qualifié pour mener son

mandat à bien tel que mentionné dans le plan stratégique, concernant le renforcement des capacités du personnel dans les domaines des droits humains et du genre social.

Cadre unifié du Budget, des Résultats et des Responsabilités (UBRAF)

L'ONUSIDA [a présenté](#) les indicateurs révisés de l'UBRAF. La Délégation des ONG [a loué](#) le processus inclusif qui a entraîné ces révisions et a favorablement accueilli les indicateurs de la participation de la société civile, les extrants et résultats mesurables relatifs aux droits humains et l'égalité des sexes, en dépit d'un sur la nécessité de fournir davantage de travail dans certains de ces domaines.

La Délégation des ONG [a soutenu](#) un appel pour des études de cas sur les meilleures pratiques à souligner dans la première étude annuelle de l'UBRAF. Les Etats-Unis ont introduit [une décision](#) que le Conseil a approuvée, demandant à l'ONUSIDA de préparer un rapport sur les changements des indicateurs et des développements concernant le Groupe d'évaluation et de surveillance lors de la prochaine réunion du CCP.

Soutien Technique de l'ONUSIDA

La stratégie de soutien technique soulevée lors de la 27^{ème} réunion du CCP a été révisée vu la nécessité d'une action plus concrète et d'une surveillance plus claire. Une stratégie mise à jour a été demandée et devra être présentée lors de la réunion du Conseil. [Le rapport de situation](#) présenté au Conseil lors de cette réunion n'a pas été considéré comme adéquat non plus. Par conséquent, [le Conseil a demandé](#) un processus délimité dans le temps et consultatif pour mieux définir le rôle du soutien technique de l'ONUSIDA lors de la prochaine réunion du Conseil.

La Délégation des ONG a [expressément demandé](#) plus d'informations sur les évaluations en cours pour valider le soutien technique de l'ONUSIDA et renforcer les liens du soutien technique, par le développement des capacités afin d'apporter des réponses ciblées au niveau des pays.

Prochaines réunions

Le thème de la prochaine réunion thématique prévue en décembre 2012 s'articulera sur la non-discrimination.

Les dates des prochaines réunions ont été fixées : 34^{ème} réunion du 17-19 juin 2014 et la 35^{ème} réunion du 9 au 11 Décembre 2014.

Election des membres du Bureau

En l'absence d'autres candidats, la Pologne a été élue comme président, l'Inde comme Vice-président et les Etats-Unis comme rapporteur pour le calendrier annuel commençant le 1^{er} Janvier 2012.

Les nouvelles ONG du Conseil de Coordination du Programme approuvées sont : [African Sex Worker Alliance](#), Afrique du Sud ; [International Treatment Preparedness Coalition \(ITPC\)](#), Thaïlande ; et [Gestos](#), Brésil. Elles remplaceront [Aids and Rights Alliance of Southern Africa \(ARASA\)](#), Namibie ; [Asia Pacific Network of Sex Workers \(APNSW\)](#), Thaïlande ; et [Corporación Kimirina](#), Equateur.

Segment thématique: VIH et habilitation des environnements juridiques

Le segment thématique a débuté par un travail en groupes avant d'être présenté en plénière autour de trois aspects concernant l'habilitation des environnements juridiques : la loi, l'application de la loi et l'accès à la justice. Deux commissaires de la Commission mondiale sur le VIH et le droit Michael Kirby et Prasada Rao, ont présidé, et Riz Khan, un journaliste qui a travaillé avec la BBC, CNN et Al Jazeera a modéré la séance. De nombreux Etats membres, observateurs de la société civile, le

Groupe de référence de l'ONUSIDA sur le VIH et les droits de l'homme et les délégués ont donné des [témoignages forts](#) qui ont soutenu les résultats du rapport des ONG. Tous les témoignages des observateurs de la société civile sont disponibles du le [site internet de la Délégation](#), y compris la vidéo de [Robert Suttle](#) et [Nick Rhoades](#) parlant de leur propre poursuite judiciaire pour non-divulgaration de VIH.

Réunions parallèles

[Rapport du Groupe Consultatif de l'ONUSIDA sur le VIH et le travail du sexe](#)

Le Délégué des ONG pour l'Afrique, Mickey Meji, a rejoint d'autres intervenants pour lancer officiellement le rapport sur le VIH et le travail du sexe, qui complète la note d'orientation de l'ONUSIDA 2009 sur le VIH et le travail du sexe. Le rapport fait un nombre de recommandations pour une action dans les domaines suivants : politiques et environnement juridiques et droits des travailleurs du sexe ; passer d'une stratégie de réduction de la demande de travail du sexe à une réduction de demande de rapports payés non protégés ; différencier travail du sexe et exploitation ; et l'autonomisation économique.

Fonds Mondial

Dr. Akram Ali Eltom, Directeur de l'Unité Partenariats du Fonds Mondial, a présenté le cadre de travail, comprenant des clarifications, caractéristiques clés et délais, du [Mécanisme Transitoire de Financement](#) - un modèle de financement d'urgence, qui remplace la série 11, pour assurer le financement de la prévention essentielle, le traitement et/ou les services de soins. Les discussions ont été concentrées sur ce qui constitue 'les services essentiels' - un concept sur lequel des décisions seront prises. Les candidats ont jusqu'au 31 Mars 2012 pour soumettre leurs propositions. Tous les documents utiles sont disponibles sur le site internet du [Fonds Mondial](#).

La Délégation des ONG a soulevé des questions de l'impact des MTF sur la continuation du travail mené par la société civile actuellement soutenu par le Fonds Mondial. La délégation a reconnu le rôle signifiant que l'ONUSIDA jouera à la fois aux niveaux national et international en tant que partenaire technique sur les prochains mois lorsque les subventions seront programmées et renégociées. La Délégation a également touché les représentants de la société civile sur le Conseil administratif du Fonds Mondial pour suggérer une réunion avec les experts techniques, y compris les partenaires externes et la société civile, dans le but de parvenir à un accord sur les définitions des services 'essentiels' ou 'non-essentiels'.

Le mois prochain, les [équipes d'action de la société civile](#) dans le monde se rencontrent lors d'une réunion stratégique pour discuter de la meilleure manière de livrer le soutien technique aux organisations de la société civile dans le nouveau cadre de travail.

INPUD

Le Réseau international des personnes usagers de drogues (INPUD) a tenu une réunion parallèle sur « VIH, Usage de Drogue et Environnement Juridique » pour poursuivre la conversation commencée lors de la présentation du rapport ONG. Les intervenants de la Russie et de l'Afghanistan ont décrit deux exemples extrêmes, en terminant sur une touche d'espoir de l'expérience du Portugal où les changements dans les lois sur les drogues ont entraîné une réduction des taux VIH de plus de 50%.

CAPRISA

Dr. Quarraisha Abdool Karim et Dr. Salim Abdool Karim du Centre du Programme SIDA et Recherche en Afrique du Sud (CAPRISA) [ont présenté](#) leurs résultats d'essai d'un gel microbicide pour les femmes contre le VIH, et ont parlé d'autres éventuels traitements comme prévention.

[CrowdOutAIDS](#)

CrowdOutAIDS est un projet collaboratif visant à générer un apport plus important des jeunes pour le développement de la stratégie de la nouvelle génération de leadership de l'ONUSIDA. Le projet inclut des forums sur les politiques animés en 7 langues en ligne et hors ligne. Divisé en 4 étapes- Connecter, Partager, Trouver et Action Collective- le projet est dans sa troisième phase, avec plus de 20000 jeunes impliqués dans les discussions depuis sa création, et 250 organisations dirigées par des jeunes engagés dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie. La publication d'un résumé des discussions est prévue pour fin janvier 2012.

Rappel: Qu'est ce que le CCP?

Le Conseil de Coordination du Programme est le Conseil d'administration de l'ONUSIDA. Il est constitué de 22 Etats Membres, 10 Coparrainants des Nations Unies qui composent le programme de l'ONUSIDA, et la Délégation des ONG (constituée d'un délégué et d'un suppléant de chacune des 5 régions). Visitez notre site internet : www.unaidspcbngo.org pour plus d'informations sur les présentations, [les décisions](#) et les discussions.